

BRÈVES DE DISCOURS

Numérique : un coup de poce

« S'il n'y a pas d'accès, il n'y a pas la possibilité de porter les mêmes projets ». Le Président parlait d'accès au numérique et au haut-débit. « Des négociations ont eu lieu avec les opérateurs qui s'engagent au déploiement sur le mobile ». « Il y a des dates auxquelles nous pourrions rendre compte », a déclaré le Président. Les derniers blocages sont levés pour Megalis afin de développer la fibre grâce aux amendements de la loi Elan, note le chef de l'État.

Agriculture-pêche : une stratégie



Photo AFP

« Nous devons rouvrir des abattoirs de nouvelle génération. Réconcilions la production avec le bien-être animal (...). Quatre milliards seront mis sur un plan d'investissement agricole, a affirmé Emmanuel Macron. La France doit être le leader de ces grandes transformations ».

La Bretagne est « un territoire fait de terres agricoles qui ont parfois souffert ». « Je sais que rien n'est facile », a poursuivi le Président. « On a connu toutes les crises ces dernières années. Par magie, on ne va pas les régler, nous ne sommes à l'abri de rien ». Sur l'agriculture, Macron souhaite « construire une vraie stratégie ». « Nous devons préparer une Pac » et « ce que propose la Commission européenne est inacceptable », estime Emmanuel Macron. Notamment par le fait de faire payer aux agriculteurs le Brexit.

Concernant la pêche, il a rappelé la position de la France sur le Brexit : « Nous voulons préserver nos équilibres et nos accès aux zones de pêche ». Il a relevé par ailleurs que « deux tiers de la flotte bretonne seront à renouveler. Nous devons investir selon le Droit européen, investir dans les formations, simplifier les mesures ». Et simplifier aussi « l'accès aux fonds européens, que nous ne consommons pas suffisamment ». Sans oublier de « permettre aux plus jeunes de faire les investissements nécessaires ».

Un « laboratoire de la décentralisation de projets »

Concernant la décentralisation engagée dans les années 1980, « nous avons perdu du temps dans des débats abscons » et « créé des querelles dans les compétences données aux collectivités ». Macron prône une « décentralisation de projets », menés « parfois avec la Région, la métropole, parfois avec l'État lui-même ». « Je veux faire de la Bretagne, un laboratoire de cette décentralisation de projets ».

Il a promis une révision de la Constitution avec un nouvel article 72 de différenciation territoriale : « Une collectivité pourra avoir une organisation différente d'une autre collectivité de même strate ». La Bretagne sera une région pilote du rôle de l'État, « avec plus de déconcentration ». Il a souhaité la création d'une Agence nationale de la cohésion de territoire. Et déléguer des compétences à la Région Bretagne : pour simplifier la gestion du littoral. Et tenir les enjeux économiques : un guichet unique économique commun entre la Région et l'État est promis pour les entreprises.

Transports. Macron

Philippe Créhange

Très attendu sur la question des transports en Bretagne, et plus particulièrement sur le train, Emmanuel Macron a confirmé qu'avec la LGV, opérationnelle depuis un an, il s'agissait du « dernier grand projet de ce type qu'on inaugure ». Cette LGV a permis « d'optimiser le temps de trajet pour Brest et Quimper ». Il a indiqué que les trains actuels Paris-Brest « en 3 h 17 », seront multipliés chaque semaine. Mais l'objectif de trois heures pour rejoindre la capitale par le rail n'est plus vraiment pour demain.

Le chef de l'État a détaillé sa vision de l'organisation des transports en Bretagne pour les années à venir concernant le rail mais aussi la RN164 et les aéroports. Photo François Destoc

Le rail. Les chantiers titanesques du ferroviaire en Bretagne, c'est bel et bien fini. En tout cas tant qu'Emmanuel Macron sera président de la République. Le chef de l'État a pourtant annoncé, hier, à Quimper, que l'objectif des trois heures entre Brest et Paris restait dans les plans de l'État. Mais de là à évoquer une échéance... Les élus bretons présents ont tous compris ou presque que le projet était reporté sine die. « On attendait un peu de volonté sur les trois heures, spontanément, je ne les vois pas », regrette le député (LR) Marc Le Fur. Mais voilà, ainsi va le nouveau monde. Place désormais au cousu main et au sur-mesure. Travaux en gare de Rennes pour fluidifier le trafic et faire passer les trains plus vite vers la pointe bretonne, augmentation des fréquences hebdomadaires pour le Paris-Brest en 3 h 17 - les « trains bolides » comme étrangement décrits par le Président -, soutien à l'aménagement des gares de Vannes, Auray et Quimper. Autant de projets qui devront voir le jour sous sa présidence.

Un discours pragmatique globalement bien perçu par les élus locaux qui attendent maintenant surtout des actes. « Je ne dis pas qu'on a répondu à tout et que c'est l'extase absolue, mais il y a des annonces qui se concrétiseront dans le mandat », veut voir le président de Région, Loïc Chesnais-Girard. « Je ne peux que me satisfaire du mouvement qui a été réalisé. Maintenant, il faut transformer l'essai. C'est ce que j'ai dit au président de la Répu-



« Je ne dis pas qu'on a répondu à tout et que c'est l'extase absolue, mais il y a des annonces qui se concrétiseront dans le mandat ».

Loïc Chesnais-Girard
président de la région Bretagne

blique ». Gérard Lahellec salue, lui, les « bonnes intentions ferroviaires. C'est en quelque sorte un "Je vous ai compris" lancé depuis Quimper », glisse avec malice le vice-président du conseil régional en charge des transports, faisant référence au passage du général de Gaulle dans le Finistère en 1969. En très bon connaisseur du sujet, l'élus s'interroge néanmoins sur la question de ces fameux « trains bolides ». Depuis l'inauguration de la ligne à grande vitesse l'an passé, la pointe bretonne bénéficie déjà de quatre TGV aller-retour quotidiens supplémentaires. En rajoutant des « 3 h 17 », il y a un ris-

que de « contrarier la desserte actuelle », souligne l'élus. « Mais peut-être que le président de la République a trouvé des créneaux pour faire passer les trains ? », ironise le Breton. Pas question néanmoins de jouer les mauvaises têtes, Gérard Lahellec retient aussi qu'avec l'engagement d'Emmanuel Macron, il pourra plus facilement négocier l'application du contrat de plan État-Région, qui prévoyait déjà la rénovation des gares bretonnes. En particulier celle d'Auray, dont le bouclage du financement restait fragile. Autre sujet ferroviaire évoqué par Emmanuel Macron : la création d'une nouvelle ligne entre Rennes et Redon, pour améliorer les dessertes vers la Bretagne Sud. Nouvelle LGV ? Amélioration de l'existant ? Sur ce point, aucun élu n'était capable de comprendre ce à quoi faisait référence le chef de l'État. Ce sera désormais à sa ministre des Transports, Elisabeth Borne, d'assurer le service après-vente.

La route. Emmanuel Macron a rappelé qu'il ne devrait rester qu'une portion de la RN164 à mettre en 2x2 voies à la fin de son mandat. Celle de Mûr-de-Bretagne (22). « Je prends l'engagement que cette dernière section sera financée dans le cadre d'un plan de désenclavement routier », a affirmé le chef de l'État. Ce plan sera prochainement détaillé par la ministre des Transports. Afin d'éviter de se dérober de ses engagements, Emmanuel Macron a pris date d'un retour dans la région d'ici à

la fin de son mandat.

L'aérien. Emmanuel Macron est revenu sur le dossier Notre-Dames-des-Landes, « un grand éléphant blanc français promis pendant des années », « pertinent quand il a été pensé au début » mais qui « a duré trop longtemps ». Selon lui, la bonne idée originale s'est changée en « faute collective » et « arrêter le projet était une bonne décision » qu'il « assume ».

« C'est en quelque sorte un "Je vous ai compris", lancé depuis Quimper. »

Gérard Lahellec, vice-président chargé des transports à la région

Quelle alternative ? « Un plan d'actions très concret », répond Emmanuel Macron. Selon lui, il y aura « des engagements à portée de vue ». D'ici à la fin du mandat, sous-entendu. Il souhaite développer l'aéroport de Brest et celui de Rennes via une extension « par transfert du foncier nécessaire ». Pour Lorient et Quimper, un soutien financier est promis pour la liaison avec Orly.

fixe le cap breton



Trois heures vraiment ?



Vu par
Samuel Petit

Faut-il encore croire à la promesse des trois heures ? Renouvelé par Emmanuel Macron, cet engagement à rapprocher un jour Brest et Quimper de la capitale française pèse aussi peu que celui de ses prédécesseurs. Dans son discours de Quimper, on voit en fait poindre l'abandon définitif des lignes nouvelles à grande vitesse permettant d'atteindre les trois heures. Tout simplement parce que son engagement à court terme propose un scénario « de la raison » : un mix ferroviaire-aérien améliorant l'accès de l'Ouest Breton à Paris. Un mix qui comprend une nouvelle ligne Rennes-Redon, une multiplication des « bolides » Paris-Brest en 3 h 17 et un fort soutien aux aéroports de Brest, Quimper, Lorient et Rennes. Pour résumer : prenez l'avion si vous êtes pressés. Si vous tenez au train, oubliez le rêve des trois heures. Avec ce réalisme économique, l'État mettrait fin à 35 ans de TGV pour tous et demanderait aux Bretons de l'Ouest d'inaugurer la real politik du transport. Sauf à croire cette promesse des trois heures qui, pour l'heure, n'engage que le président de la République.



Le pass culture facilitera l'accès des jeunes à la culture, aux musées, aux concerts, au théâtre et au spectacle vivant. Photo François Destac

Culture : un « pass jeunes » bientôt testé en Bretagne

Didier Déniel

Hier après-midi, avec Françoise Nyssen, ministre de la Culture, le Président a rencontré les principaux acteurs des grands festivals bretons de musique. Il a annoncé la création d'un « pass culture » à destination des jeunes.

Cette rencontre, qui a duré deux heures a eu lieu après le discours quimpérois, loin des caméras et des objectifs des photographes, dans un restaurant à Crozon. « L'ambiance était détendue. Le Président s'est montré à l'écoute de nos préoccupations », raconte Jacques Guérin, le créateur du Festival du Bout du Monde, que nous avons contacté en fin d'après-midi et qui s'exprime au nom de ses confrères. Près de lui se trouvaient, entre autres, des représentants des Vieilles Charrues, de Fête du bruit dans Landerneau, du Festival Interceltique, du Festival de Cornouaille et des Filets Bleus de Concarneau.

Une dépense « encadrée »

Le Président et la ministre ont annoncé aux organisateurs présents que, prochainement, un « pass culture » allait être testé dans plusieurs régions françaises, dont la Bretagne. Ce pour faciliter l'accès des jeunes à la culture, aux musées, aux concerts, au théâtre et au spectacle vivant. Ce pass serait doté de 500 euros, destinés à ceux qui en ont le

plus besoin, sous conditions de revenus. « Il a expliqué qu'il n'était pas question de dépenser cet argent n'importe comment. Que les choses seraient bien encadrées ». De leur côté, les organisateurs de festival ont demandé à Emmanuel Macron que la Sacem ne perçoive plus 4,4 % de taxes sur les recettes annexes, comme les buvettes et les stands restauration. « Pour nous, ces recettes sont vitales. Nous comprenons très bien que la Sacem perçoive des taxes sur les entrées, c'est tout à fait normal, cet argent étant reversé plus tard aux artistes. Mais pas sur les sandwiches, les sodas et la bière ».

« Harmoniser les règles de sécurité »

La sécurité également est un thème qui a été évoqué. « Nous nous étonnons qu'aujourd'hui les règles d'encadrement d'un événement par les forces de l'ordre et les secours soient différentes d'un département à l'autre. Nous avons demandé qu'elles soient harmonisées ». Depuis quelques mois, le foisonnement des festivals en France aigüe l'appétit des grosses multinationales. « Ce phénomène nous inquiète. Car elles sont prêtes à tout pour s'imposer. Après les artistes, elles rachètent les événements. En Bretagne, nous sommes encore à l'abri de ces regroupements. La structure associative des festivals restant toujours dominante, poursuit Jacques Guérin. Mais nous restons vigilants ». Emmanuel Macron a dit être très attentif à ce phénomène du bénévolat qui, selon lui, est un des garants de la richesse culturelle de notre région.

Éolien en mer : Ailes Marines rassuré



Emmanuel Rollin, directeur du projet de parc éolien de la baie de Saint-Brieuc d'Ailes Marines. Photo Julien Molla

« C'est la confirmation, a priori, que la France a décidé de ne pas rater le train de l'éolien en mer ». Mercredi, au Cap Fréhel, Emmanuel Rollin, le directeur du projet de parc éolien en mer de la baie de Saint-Brieuc porté par le consortium Ailes Marines, a poussé un soupir de soulagement après la confirmation par Emmanuel Macron des six projets de parcs éoliens offshore.

Des « négociations serrées »

Avant cette annonce, les négociations ont été intenses entre le gouvernement et les trois consortiums qui por-

tent les projets. En mars, l'État avait mis la pression avec un amendement surprise, visant à renégocier à la baisse le tarif de rachat d'électricité des six futurs parcs. « Les négociations ont été serrées mais chacun a fait un pas vers l'autre ».

Pour accepter de réduire les tarifs, Ailes Marines s'est appuyé, notamment, sur des taux d'intérêt qui ont diminué par rapport à 2012, année où le consortium avait répondu à l'appel d'offres. « Nous avons aussi pu intégrer des optimisations de coût, qui ont aussi un impact sur les tarifs renégociés ».

La Phrase

« Les transports ? Un sujet mineur quand on parle de la Bretagne... »

Emmanuel Macron, employant le second degré, durant son discours à Quimper.

Paroles d'élus bretons

Nathalie Sarrazolles, présidente du conseil départemental du Finistère. « En matière de mobilité et de déplacement, le Président s'est engagé à permettre le développement des trains bolides qui mettent 3 h 17 pour rallier Brest à Paris. Logiquement, les Finistériens devraient pouvoir profiter de ce service au moins deux fois par jour prochainement, le matin au départ de Brest et le soir de la gare Montparnasse. Le projet de Brest à 3 h de Paris n'est pas abandonné pour autant. Nous savons qu'il faudra du temps. Le Président a également insisté sur le fait que Brest devait être à 1 h 30 de Rennes. Pour moi, c'est un premier pas important. Nous allons rester vigilants et suivre ce que vont devenir ces annonces. La mobilisation des élus bretons et notre solidarité a porté ses fruits ».

Loïc Chesnais Girard, président de la Région. « Il y a des annonces qui sont claires dans le domaine de l'accessibilité de la Bretagne. Nous avons eu des réponses au courrier que collectivement les élus de Bretagne lui avaient adressés sur les sujets du déploiement de la fibre, du train, de l'avion et de la RN 164. Il y a eu des engagements. Ils ont été notés. Nous aurons rendez-vous prochainement avec Mme Borne, ministre des Transports, pour en faire un pacte signé entre la Bretagne et l'État. Il a promis de revenir avant la fin du mandat. Nous verrons alors comment les choses se sont organisées. Le Président nous a aussi proposé de travailler à une décentralisation nouvelle. Une nouvelle étape de l'organisation entre les collectivités de Bretagne entre elles, et les collectivités de Bretagne avec l'État. Chiche, nous sommes prêts, nous avons des idées. »